



Association Belge francophone de Science Politique

L'État face à ses transformations

Septième congrès triennal de

l'Association belge francophone de science politique (ABSP)

Université catholique de Louvain – site de Mons

3 et 4 avril 2017

Appel à communications

Section thématique

L'Etat en Afrique francophone : Légitimation et fabrique des politiques publiques

Y a-t-il meilleure fonction épistémique de la science politique en Afrique aujourd'hui que celle de penser l'Etat ? En fait, dans le contexte africain, les processus de colonisation (vers le XVème siècle) et de décolonisation dans les années 1950, 1960 et 1970 ont contribué à l'étatisation. Très tôt, Bertrand Badie et Pierre Birnbaum (1982) constateront un échec de la greffe de l'Etat en Afrique ; Jean-François Bayart (2006) y voit un Etat issu d'un processus d'hybridation entre modèle importé et logiques historiques. Jean-François Médard (1991), reprenant l'idée de Max Weber, note la création d'un Etat néopatrimonial dominé par l'imbrication entre la bureaucratie et le clientélisme. Cependant, Luc Sindjoun (2002) récusant une analyse européocentrique et le piège de l'afrocentrisme, appréhende à travers

L'Etat ailleurs, l'Etat dans sa dynamique sans y percevoir « un Etat fragile » (Dominique Darbon, 2015).

Prenant distance avec les catégories politiques construites qui cloisonnent ou décloisonnent le fait étatique, un regard sociologique nous autorise à analyser l'État au concret, c'est-à-dire comme une institution ayant connu de réelles transformations politiques (processus de démocratisation des années 1990), administratives (décentralisation et déconcentration de l'État), économiques (croissance économique, libéralisation économique), démographiques (urbanisation, guerres civiles, migrations), culturelles (démonopolisation de la presse), stratégiques (Union Africaine), etc. Malgré ces chantiers de construction étatique, on peut constater que les services sociaux de base (éducation, santé, eau, assainissement, etc.) sont défaillants dans la mesure où des États n'arrivent pas à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Dès lors, comment ces transformations sont conçues et mises en œuvre par les acteurs étatiques ? Ces transformations s'insèrent-elles dans des politiques publiques ? Ou sont-elles issues de politiques publiques ? Faut-il interroger les modes de gouvernance ? De même, pour cerner les dynamiques inhérentes à ces transformations, les gouvernants élus ou nommés doivent se doter, non pas seulement d'une capacité d'action publique mais aussi d'une légitimité électorale/compétence. Au travers des projets électoraux des acteurs politiques, peut-on être convaincu que l'État est en devenir ? Comment, finalement, (re) découvrir l'Etat en Afrique comme une configuration mouvante, une invention dérivant des pratiques sociales ?

Les contributeurs sont invités à proposer des communications mettant en exergue les gouvernants dans leur rôle de quête d'action publique face à leur légitimation politique. Elles doivent être axées sur des réalités empiriques.

Axes de contributions :

- Configurations et dynamiques de la sociologie de l'Etat en Afrique ;
- Alternatives politiques : Légitimation par le vote et/ou légitimation par l'action publique ;
- Analyse des types de transformations politiques subies par le fait étatique au regard des politiques publiques ;
- Gouvernance politique et production de l'action publique ;
- Projet de société au cœur des pratiques étatiques ;
- Prise de décision publique face aux enjeux de développement.

Hygin Kakai, hyginfaust@gmail.com

Sergiu Miscoiu, miscoiu@yahoo.com

Patrice Bigombe Logo, patricebigombe@hotmail.com

Yves-Paul Mandjem, yvesmandjem_2006@yahoo.fr

* * *

Les propositions de communications doivent être rédigées dans le formulaire *Proposition de communication* (ci-dessous) et envoyées pour le **1^{er} novembre 2016** au plus tard directement à l'adresse électronique des responsables de la section thématique (voir ci-dessus). La sélection des communications sera effectuée par les responsables des sections thématiques et l'annonce du programme du congrès se fera le 1^{er} décembre 2016 par l'ABSP.

Il est possible de soumettre une même proposition de communication à deux sections thématiques, mais dans ce cas il est important de l'indiquer clairement aux responsables des sections thématiques concernées en envoyant la proposition.

Pour plus d'informations : absp@uclouvain.be.

Calendrier :

1^{er} juin 2016 : annonce de l'appel à communications

1^{er} novembre 2016 : clôture de l'appel à communications

1^{er} décembre 2016 : annonce du programme du congrès

3 et 4 avril 2017 : septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique (ABSP), à Mons

* * *

Proposition de communication

Section thématique auprès de laquelle la proposition est soumise :

Titre de la communication :

Proposition (max. 350 mots) :

Coordonnées du/des auteur(s) :

(1)

Nom – Prénom :

Fonction :

Institution :

Affiliation associative de science politique :

Courriel :

(2)

Nom – Prénom :

Fonction :

Institution :

Affiliation associative de science politique :

Courriel :

Si besoin, il est possible d'ajouter des auteurs supplémentaires